

29 mars 1996 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse de M. Jacques Chirac, Président de la République, sur les objectifs de la conférence intergouvernementale, le mémorandum français sur le modèle social européen, le problème de la maladie de la vache folle et l'"irresponsabilité" des médias sur le sujet, Turin le 29 mars 1996.

LE PRESIDENT.- Mesdames,

- Messieurs,

- D'abord, merci d'être venus à ce point de presse. Je salue les journalistes italiens ou étrangers, puis les journalistes français qui ont fait le voyage. Nous sommes un peu en retard, ce qui est dans la nature de ce genre d'exercice. Quelques mots avant de répondre à vos questions.

- Le Conseil a donc lancé, de façon satisfaisante, la Conférence intergouvernementale, qui doit rénover l'architecture européenne et qui doit l'inscrire dans une grande ambition, à la fois politique et humaine. Le travail avait été très bien préparé par la Présidence italienne, et le texte qui nous a été présenté, ce matin, a été pratiquement adopté en l'état, sous réserve de quelques modifications minimales.

- Ce texte avait pour objet de définir le mandat de la Conférence. Il contient quelques points auxquels la France est attachée, et que j'ai été heureux de retrouver - au niveau des principes - qu'il s'agisse du rôle des parlements nationaux, de l'éventuelle création d'une nouvelle fonction personnalisée pour la politique étrangère et de sécurité commune, de la coopération renforcée, de la pondération des voix, des effectifs de la Commission. Il contient aussi un point un peu particulier, mais qui était pour moi très important, celui relatif aux régions ultrapériphériques : c'est un point important dans la mesure où il intéresse à la fois nos départements d'outre-mer, nos collectivités territoriales d'outre-mer, et nos territoires d'Outre-mer.

LE PRESIDENT.- J'ai également présenté au Conseil le mémorandum français, sur le modèle social européen, transmis à tous les membres du Conseil, mercredi après-midi. Il a été bien accueilli et a fait l'objet d'une discussion au cours du déjeuner. Cette discussion a été consacrée, pour moitié au modèle social européen et j'y ai développé les idées et les préoccupations qui sont les nôtres dans ce domaine et l'autre moitié été consacrée au problème auquel l'Angleterre, et en vérité l'Europe autant que l'Angleterre, est confrontée aujourd'hui, avec l'affaire des bovins contaminés.

- Concernant le modèle social européen, il ne s'agit pas d'un élément qui s'intègre dans la Conférence, pas plus d'ailleurs que les problèmes de l'emploi. Mais j'ai toujours affirmé, et nous affirmons tous, que les difficultés étant aujourd'hui celles que nous connaissons, nous ne pouvons pas traiter uniquement des problèmes institutionnels, de défense ou de l'économie et de la monnaie sans traiter en même temps - même s'il s'agit d'une procédure parallèle - des problèmes sociaux qui sont, d'une part, l'emploi et, d'autre part, les conséquences sur la tradition sociale et humaniste européenne de la mondialisation de l'économie. Je dois dire que nous sommes arrivés, sur tous ces points à un accord.

- Je ferai deux dernières observations avant de répondre à vos questions.

- Naturellement, j'entends souvent ou je lis souvent des réflexions pessimistes sur l'évolution de

l'Europe. Lorsque je regarde ce qui s'est passé depuis 30 ans, je me dis que, tout de même, des progrès fantastiques ont été faits, malgré le pessimisme permanent exprimé au sujet de l'évolution européenne, qui ne s'effectue pas par à-coups médiatiques, mais par une lente évolution des hommes et des choses, des comportements, des mentalités de chacun.

- La deuxième partie du déjeuner a été consacrée au problème des bovins contaminés par la maladie de la vache folle qui touche l'ensemble de l'Europe. J'ai été très frappé de voir - et je me suis dit, au fond c'est encourageant et j'ai un peu regretté, d'une certaine façon, que cela n'ait pas pu être télévisé pour informer sans commentaires l'opinion publique européenne - la solidarité très forte qui s'est exprimée autour de la table, sans l'ombre d'une divergence de vues, concernant un problème qui, en d'autres temps, aurait peut-être provoqué de la part des uns ou des autres des réflexions du type : "c'est un problème anglais, ils n'ont qu'à se débrouiller". Là, spontanément et normalement, les quinze chefs d'Etat et de gouvernement ont dit : "Mais c'est un problème européen qui doit donc être réglé de façon européenne, et notamment financé de façon européenne".

- Et cette dernière touche, qui achevait cette conférence de lancement, m'a paru de très bon augure.

QUESTION.- Premier point, j'aimerais savoir ce qu'il y a de nouveau aujourd'hui concernant l'emploi. Depuis décembre 1993 et le Conseil de Bruxelles, on entend les chefs d'Etat dire, "l'Emploi, l'emploi". Mais, on ne voit rien venir. Les grands travaux n'ont toujours pas démarré, et les ministres des finances refusent de débloquer des fonds. Deuxième point : concernant la vache folle, de quelle façon concrète, sonnante et trébuchante la solidarité va-t-elle s'exprimer vis-à-vis du problème de la vache folle ?

- LE PRESIDENT.- Je voudrais, tout d'abord, vous indiquer, car tout le monde n'est pas obligé, naturellement de connaître les arcanes européens - que la Conférence intergouvernementale n'a pas pour objet de traiter des problèmes d'emploi. Ce n'est pas dans sa nature, car ces problèmes ne supposent pas de modifications des traités. Néanmoins, les problèmes d'emploi pèsent si lourdement sur chacun des pays de la Communauté, comme sur d'autres pays d'ailleurs, que les responsables considèrent qu'on ne peut pas se réunir sans échanger nos points de vues, nos informations, nos prévisions, nos expériences dans ce domaine et sans inciter la Commission, qui d'ailleurs le fait aussi bien que possible, à prendre des mesures, s'agissant des grands travaux, mais s'agissant peut-être encore davantage dans les différentes orientations qui ont été retenues dans le Livre Blanc, de l'aide aux petites et moyennes entreprises.

- Dans notre discussion d'aujourd'hui, il est apparu clairement dans l'esprit de tous que le plus important était les mesures prises en faveur des petites et moyennes entreprises, qui sont le seul "gisement" important d'emplois dans l'Europe contemporaine.

LE PRESIDENT.- Suite réponse. Concernant le problème de la vache folle, il y a d'abord eu, je dois le dire une consternation générale exprimée par tous les Chefs d'Etat et de gouvernement, sur l'irresponsabilité de tous ceux qui commentent cette affaire. C'est une affaire très grave et très sérieuse qui n'est pas britannique mais européenne. En France, les cours des bovins se sont effondrés depuis quelques jours. C'est donc une affaire qui met en cause le niveau de vie de tous les agriculteurs ou de tous les éleveurs, en tous les cas européens. C'est une affaire qui peut coûter très cher aux contribuables, les médias en traitant avec une étonnante légèreté, sans apporter d'ailleurs - naturellement, parce qu'il n'y en a pas - le moindre témoignage scientifique qui ait une valeur quelconque. Mais cela crée, naturellement, une panique au niveau des consommateurs. Ce sont des comportements qui ont été unanimement dénoncés et jugés comme tout à fait irresponsables par tous les chefs d'Etat et de gouvernement.

- Rien, aujourd'hui, ne nous indique qu'il y a une transmission possible à l'homme. Et deuxièmement, en dehors des cas de contamination constatés en Grande-Bretagne, il n'y a aucun cas, ou pratiquement aucun, ailleurs. Moyennant quoi, tout le monde est mobilisé. Le Chancelier autrichien, M. Vranitzky, a eu, je dois dire, une expression qui a été très applaudie. Il a dit : "il vaudrait mieux parler moins de la vache folle et plus de la presse folle". Il a dit vrai. Certains journaux ce matin ont explosé dans l'irresponsabilité. Et je ne parle que de la France, mais il

paraît que c'est la même chose dans les principaux États de l'Union. Je ne saurais trop vous conseiller un peu de modération et un peu de responsabilité.

- Alors le conseil des affaires agricoles se réunira lundi. Après expertise par les meilleurs scientifiques dans ce domaine vétérinaire pendant ce temps, les Anglais préparent un certain nombre de mesures pour les soumettre d'une part aux experts et d'autre part au Conseil des ministres de l'agriculture lundi, et j'espère qu'une décision unanime pourra être arrêtée lundi à ce sujet.

- Mais je vous le répète, l'alimentation - pour vendre du papier, parce que c'est de cela dont il s'agit, vendre du papier - l'alimentation des images, l'alimentation systématique de l'irrationnel dans les opinions publiques est une très lourde responsabilité que vous devez peser avant d'assumer.

- QUESTION.- Monsieur le Président, il me semble que c'est le ministre de la santé britannique qui, apparemment, avait fait un lien entre la maladie de la vache folle et la maladie qui frappe l'être humain...

- LE PRÉSIDENT.- Je n'ai aucun témoignage scientifique émanant de qui que ce soit et qui soit fiable, aujourd'hui, qui permette de justifier cette affirmation. Alors au minimum, laissons les experts travailler et se forger entre eux un jugement, avant d'en préjuger.

QUESTION.- Ma question était la suivante : vous avez dit que vous aviez parlé dans la première partie du déjeuner des questions sociales et vous étiez arrivés à un accord. Est-ce que vous pouvez préciser quel genre d'accord ?

- LE PRÉSIDENT.- Aujourd'hui, il s'agissait d'ouvrir une Conférence et donc de dire de quoi on parlerait, dans des domaines très précis qui supposent la modification des traités. Comme j'estime que les problèmes auxquels les Européens sont aujourd'hui confrontés ne peuvent pas se satisfaire des simples travaux qu'exige la modification des traités sans que l'on parle aussi des préoccupations fortes et quotidiennes, il était évident qu'il fallait parler aussi des problèmes sociaux.

- Les problèmes sociaux sont de l'ordre de deux : il y a, d'une part, le problème de l'emploi, je ne reviendrai pas dessus. Et il y a, d'autre part, un problème qui a justifié la position développée par la France dans le mémorandum qu'elle a adressé.

- C'est que l'on voit bien aujourd'hui, dans l'évolution des esprits, que nombreux sont ceux, notamment outre-Atlantique ou en Asie, qui considèrent que l'avenir sera marqué par la mondialisation, la libéralisation, la déréglementation, ce qui est vrai, et ce qui d'ailleurs peut permettre d'escompter, sans risque de se tromper, une forte croissance dans les vingt ans qui viennent, surtout si on y ajoute un certain nombre d'autres éléments touchant aux évolutions techniques ou démographiques. Mais cette mondialisation se traduit par des phénomènes d'exclusion inévitables si l'on ne l'a maîtrisée pas. Exclusion de certains pays qui ne pourront pas suivre, exclusion de certaines entreprises qui ne pourront pas s'adapter, exclusion d'un certain nombre d'hommes et de femmes qui n'auront pas la possibilité de suivre le train. C'est donc un grand danger. Il y a une sorte de dialectique mondialisation - exclusion.

- L'Europe, traditionnellement, de façon non unanime mais globalement, a créé un modèle social auquel elle souscrit aujourd'hui, qui repose essentiellement sur trois principes. D'une part, la protection : protection sociale pour ceux qui en ont besoin et pour les autres aussi. D'autre part, le dialogue social, c'est-à-dire l'existence de rapports permanents entre les États, les organisations professionnelles, les organisations syndicales. Et troisièmement, la reconnaissance d'un certain rôle à l'État pour assurer la cohésion sociale et donc la cohésion nationale.

- Et c'est cela le modèle social européen.

- Or, aujourd'hui, lorsque l'on écoute ce qui se dit, ici ou là, en Asie, comme en Amérique, on voit bien que tous ces principes sont écartés, en tous les cas sont mis en cause. La conviction qui est la nôtre c'est que l'humanisme européen, son respect, celui des valeurs, n'est pas de nature à contrecarrer les avantages indiscutables de la mondialisation. À condition naturellement que celle-ci soit maîtrisée.

- Autrement dit : la mondialisation, oui, mais au bénéfice de tous, pas sauvage. C'est cela le modèle social européen, qui aujourd'hui est menacé. La satisfaction que j'ai eue à l'occasion de

ce déjeuner, c'est de voir que sans aucune exception, l'ensemble de nos partenaires de Lyon avaient conscience de ce danger et faisaient une analyse identique à la mienne. Après, naturellement, il faut rentrer dans le détail des discussions et des décisions. Mais la réaction est la même : nous avons un modèle social et nous entendons le protéger.\

QUESTION.- Est-ce que l'Union européenne peut s'offrir le beurre et l'argent du beurre pour faire à la fois une politique sociale et une aide substantielle et coûteuse aux éleveurs britanniques ?

- LE PRESIDENT.- Vous savez, l'aide aux éleveurs britanniques sera aussi une aide aux éleveurs européens qui en auront besoin en raison de l'effondrement des cours. Ensuite, il y a les exigences de la solidarité. Quand il y a le feu dans la maison, on n'essaie pas d'épargner de l'eau pour se laver, on éteint le feu. Enfin, nous avons la chance d'avoir actuellement des excédents substantiels dans le budget agricole, qui nous permettent de faire face à ces besoins. J'ajoute que la politique sociale n'est pas financée par la Communauté.\

QUESTION.- L'Outre-mer arrive souvent dans les Conseils européens pour le problème de la banane, aujourd'hui l'Outre-mer arrive par l'institutionnel. C'est une aventure remarquable de pouvoir demander à la CIG de reconnaître la notion de région ultrapériphérique. C'est important. Mais quelles réticences avez-vous pu avoir de la part d'autres Etats membres, quand vous l'avez demandé ? Mais aussi dans la mesure où on mélange régions ultrapériphériques, régions insulaires et territoires d'Outre-mer, est-ce que la négociation ne sera pas encore plus difficile, puisque la notion de région ultrapériphérique correspond à des critères tout à fait précis ?

- LE PRESIDENT.- D'abord, naturellement je me réjouis de cette prise en considération et de cette officialisation. Je dois vous dire que j'avais préparé le terrain.

- Deuxièmement, ce qui était important, c'est que le statut des régions ultrapériphériques soit pris en considération dans le Traité. Et non plus, comme c'est le cas aujourd'hui, à l'extérieur, donc fragile.

- Troisièmement, j'avais une exigence : aujourd'hui, nos départements d'Outre-mer ont le statut de région ultrapériphérique et les avantages qui s'y attachent, et qui sont importants. Mais nos collectivités territoriales comme Mayotte ou nos territoires d'Outre-mer comme la Polynésie, la Calédonie, Wallis et Futuna, ne bénéficient pas du statut de région ultrapériphérique et donc n'ont pas les avantages financiers importants qui s'y rattachent. Ce que je voulais donc c'est qu'on officialise la notion de région ultrapériphérique dans le Traité. Je demandais parallèlement qu'on intègre les collectivités territoriales et les territoires d'outre-mer français dans les régions ultrapériphériques.

- Enfin la Grèce, et je le comprends très bien, a dit : "oui, mais moi j'ai des îles et donc je voudrais qu'on reconnaisse aussi l'existence des îles", et si vous regardez la phrase, vous voyez qu'on a parlé des trois choses mais séparément. La conférence devra statuer, devra examiner le statut des régions ultrapériphériques. Elle devra examiner le statut des territoires et collectivités d'outre-mer, elle devra examiner le statut des îles. A ce stade, je n'en demandais pas plus.\

QUESTION.- Monsieur le Président, je crois que M. Major ce matin a remarqué que l'attitude de l'Europe avait aggravé la crise qui était contre le blocus du boeuf britannique. Est-ce que vous partagez cet avis ? Et deuxièmement, est-ce que vous pensez qu'il y a des leçons que la Grande-Bretagne peut tirer de cet exercice ?

- LE PRESIDENT.- D'abord, on peut toujours tirer des leçons d'un exercice, mais ce n'est certainement pas moi qui donnerai des leçons à la Grande-Bretagne. Moi j'ai connu l'époque en France, quand j'étais ministre de l'agriculture ou Premier ministre, où il a fallu éradiquer la brucellose, et ça n'a pas été une affaire facile. J'ai connu aussi en d'autres temps le développement de la peste porcine, notamment en Allemagne et en Belgique, et là-aussi nous avons dû mobiliser la solidarité européenne. Et il y a eu un financement européen pour l'éradication de la peste porcine. Donc je dirais que je n'ai aucune leçon à donner aux Britanniques. Nous attendons avec confiance les décisions que le Premier ministre anglais va prendre et soumettre au Conseil agricole de lundi, voilà. Pour le reste, je considère effectivement que ce n'est pas un problème.

- Oui, vous me disiez, est-ce qu'on a eu raison oui ou non de faire l'embargo ? Je ne peux pas

répondre à cette question techniquement, je ne suis pas un expert. Mais il y a un problème, je le soulignerai notamment pour la France. C'est qu'il y a une extrême sensibilité de l'opinion publique à tous les sujets qui touchent à la santé publique. Nous sommes un pays qui a été très marqué, je parle de la France, par l'affaire du sang contaminé. Donc il y a une sensibilité particulière. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle je dénonçais tout à l'heure l'irresponsabilité de certains journaux à grande vente, qui, pour vendre du papier, et disant n'importe quoi, affolent tout le monde. Mais, vu la sensibilité des choses, c'est vrai qu'un rien provoque des réactions considérables.

- Alors, je crois qu'aujourd'hui il faut revenir à la raison, considérer que c'est une affaire qui n'est pas britannique mais qui est européenne et trouver les meilleures solutions possibles dans la sérénité.

- En tous les cas, je peux vous dire qu'il y avait à déjeuner du veau et que tout le monde en a mangé de bon appétit.\

QUESTION.- Monsieur le Président, c'est une question dans le cadre de la nouvelle collaboration européenne en matière de justice, d'échanges d'informations. L'Italie, vous le savez, est très bouleversée après la tragédie de Ustica où un avion DC9 s'est écrasé au sol pour des raisons pas claires jusqu'ici. Seriez-vous d'accord d'exercer une pression sur la présidence de l'OTAN afin que les juges italiens puissent voir les documents secrets sur la tragédie de Ustica ?

- LE PRESIDENT.- Ecoutez, alors là vraiment, je n'interviens jamais dans les affaires dont la justice est saisie.\

QUESTION.- (d'une journaliste de l'agence d'édition des scouts de France).

- LE PRESIDENT.- Ecoutez, je vous demande de ne pas rire. Je suis moi-même un ancien scout de France. Bon. "Toujours prêt".

- QUESTION.- Un grand nombre de problèmes actuels qui touchent les jeunes en prenant une dimension transnationale ne peuvent pas être résolus par les Etats membres seuls. Parallèlement, le statut de la jeunesse et des enfants n'est pas clair au sein de l'Union et malgré de nombreuses décisions qui sont prises par l'Union européenne, pensez-vous qu'il soit possible de parvenir à une intégration d'une politique globale européenne ? Est-ce qu'elle pourrait se faire notamment selon le modèle sociale que vous préconisez ?

- LE PRESIDENT.- Je crois que nous avons beaucoup de problèmes qui touchent les jeunes, les premiers étant ceux du travail et de l'intégration dans chacun de nos pays. Alors ce n'est pas à ces problèmes-là que je ferai allusion.

- Nous avons un deuxième problème qui relève de l'intégration européenne de nos jeunes. Cela est d'abord et avant tout un problème de compréhension mutuelle et d'enseignement.

- De compréhension mutuelle : cela suppose un effort en matière linguistique. Et je le répète, je défends avec ardeur depuis longtemps, l'idée selon laquelle tous les jeunes Européens, dès leur plus jeune âge, devraient apprendre deux langues étrangères. Beaucoup d'Européens sont trilingues. Ils devraient l'être tous.

- Et puis c'est un problème d'enseignement et d'éducation. Il y a des expériences intéressantes : aujourd'hui 10 % des jeunes Européens dans l'enseignement supérieur vont dans des universités étrangères. Il faut généraliser ces possibilités. Cela coûte de l'argent, mais c'est sans aucun doute le meilleur moyen de réaliser une certaine harmonisation de la jeunesse européenne et notamment autour des valeurs qui sont celles de l'humanisme européen et que l'on a besoin plus que jamais de sauvegarder. Je vous remercie.\